

Notre Europe : souveraine et démocratique, fédérale

À certains moments charnières de l'Histoire, les collectivités humaines doivent, sous peine de sombrer dans un déclin irréversible, se montrer capables d'adapter leurs institutions politiques pour pouvoir gouverner dans des circonstances nouvelles. C'est ainsi, en un sursaut crucial, que l'Union européenne a su réagir aux conséquences de la fin de la guerre froide en créant l'union monétaire. Mais elle n'a pas pu s'accorder alors sur une véritable politique budgétaire et sociale pour l'euro. Plus tard, avec le traité de Lisbonne, elle a renforcé le rôle législatif du Parlement européen mais une fois de plus elle n'est pas parvenue à créer une union économique et politique forte pour parachever l'euro.

Et ainsi par la suite l'Union Européenne n'a pas disposé des moyens de réagir efficacement aux premiers grands défis et crises du XXI^e siècle: le krach financier de 2008, les flux migratoires de 2015-2016, la montée partout du national-populisme et le référendum de 2016 sur le Brexit. De ces échecs a résulté le renforcement du rôle des gouvernements nationaux, se traduisant entre autres par la concentration désormais excessive des pouvoirs au sein du Conseil européen, dont les décisions sont régulièrement bloquées par des postures nationales s'exprimant par des vetos, d'où l'incapacité chronique de l'UE à développer une politique étrangère commune capable de promouvoir les intérêts stratégiques communs des Européens.

Aujourd'hui, cependant, le ton a changé. Face à une crise sanitaire inouïe et à l'effondrement économique qui en résulte, l'Europe a su réagir avec unité et détermination, indiquant même la voie à suivre pour l'avenir de l'intégration européenne: en commençant par une stratégie commune de vaccination sans précédent, elle a jeté les bases d'une «Europe de la santé». Puis elle a dévoilé un immense plan de relance financé par des emprunts contractés en commun, qui seront remboursés grâce aux recettes provenant de nouvelles taxes européennes prélevées sur les géants du numérique et de la finance et sur les industries polluantes. Ce plan de nature fédérale constitue un immense pas en avant vers la création d'une Union financière et budgétaire qui permettra d'affirmer la souveraineté de l'Europe tant au plan intérieur que vis à vis de l'extérieur: c'est pour cette raison, que l'on va devoir l'établir dans la durée.

C'est entant que citoyens européens que nous attendons maintenant avec impatience le début de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, un événement précisément conçu pour rassembler les citoyens, les principaux représentants de la société civile, les ONG, les syndicats et les représentants des institutions politiques nationales et européennes, qui débattront ensemble de la manière d'adapter nos institutions afin d'achever la construction de notre Europe, une Europe fédérale. Et leurs efforts doivent être étayés par une claire prise de conscience de ce que les décisions fondamentales en matière d'emprunts, de recettes et de dépenses communs ne peuvent plus indéfiniment rester entre les seules mains des gouvernements des États membres, mais qu'elles doivent être prises collectivement d'une manière efficace, transparente et démocratique.

Nous voulons aujourd'hui une Union politique forte, légitime et financée correctement. Nous en avons besoin, car elle doit être capable de relever les grands défis de notre temps, des défis transnationaux, en agissant de manière décisive dans un large éventail de domaines politiques : changement climatique, inégalités sociales croissantes, santé, migrations, jusqu'aux affaires étrangères et à la défense. Nous appelons en outre à une démocratie européenne plus solide, reposant sur de véritables partis et mouvements politiques européens et animant de véritables

campagnes pour les élections européennes, avec la création d'une circonscription paneuropéenne et de listes électorales transnationales ayant à leur tête les candidats à la présidence de la Commission européenne.

Nous aspirons à une Union qui soit en même temps une communauté de destin et de valeurs, et un modèle pour le monde nouveau qui se dessine actuellement, un exemple de la manière dont des pays peuvent vivre ensemble en paix, en construisant une solidarité transfrontalière et sociale, tout en protégeant les droits humains, l'État de droit et les libertés fondamentales.

Nous croyons fermement que notre avenir réside dans une Europe démocratique et souveraine. Et le moment est venu de la construire: c'est maintenant ou jamais. Nous ne devons pas manquer cette occasion.

Signataires initiaux :

Sandro GOZI

*Président de l'Union des fédéralistes européens (UEF)
et membre du Parlement européen (Renew Europe)*

Brando BENIFEI

*Président du groupe Spinelli
et membre du Parlement européen (Socialistes & Démocrates, S&D)*

Eva MAYDELL

Président du Mouvement Européen International

Esteban GONZÁLEZ PONS

*Vice-président du groupe du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen
et membre du Parlement européen*

Danuta HÜBNER

Ancien membre de la Commission européenne, porte-parole du PPE au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen et membre du Parlement européen

Domènec RUIZ DEVESA

Vice-président de l'UEF et porte-parole S&D au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen et membre du Parlement européen

Pascal DURAND

Porte-parole du groupe Renew Europe au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen et membre du Parlement européen

Daniel FREUND

Membre du Parlement européen (Verts/ALE) et représentant au sein du Bureau exécutif de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Damian BOESELAGER

Porte-parole des Verts/ALE au sein de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen et membre du Parlement européen

Dimitrios PAPADIMOULIS

Vice-président du Parlement européen et membre du Parlement européen (GUE/NGL)

Fabio Massimo CASTALDO

Vice-président du Parlement européen et Membre non inscrit du Parlement Européen